

# Interactions UTC

1. [Interactions, le Magazine des Technologies Emergentes](#)
2. [Thématiques](#)
3. [Écosystème local d'innovation](#)
4. [17 : L'écosystème UTC : l'innovation en réseau](#)
5. [L'innovation : un choix stratégique](#)

## 17 : L'écosystème UTC : l'innovation en réseau

28 May 2015



### Au sommaire de ce dossier

- [L'innovation : un choix stratégique](#)
- [Créer son réseau professionnel en temps réel](#)
- [Un écosystème local d'innovation et de la créativité](#)

- UTC/ETS : ensemble dans l'innovation et la créativité

## **L'innovation : un choix stratégique**



### **De quelle manière un État doit-il développer sa politique de l'innovation ?**

Prenons les cas de l'Allemagne, qui subventionne très peu sa recherche publique au niveau national, et la France, qui est l'un des pays où elle est la plus subventionnée. Lorsque l'on met en parallèle la fiscalité et le poids des charges sur salaires dans les deux pays, l'avantage est très nettement en faveur de l'industrie allemande. La décentralisation allemande permet en outre aux Länder de tenir un rôle important dans la recherche au sein des entreprises. Cette comparaison permet de comprendre pourquoi la France a pu lancer de grands programmes d'innovation nationaux (nucléaire, TGV, aéronautique) mais se trouve devant une difficulté lorsqu'il s'agit d'aider les entreprises privées, les PME et les start-ups dans leurs efforts d'innovation. Mais jusqu'à quel stade les aider ? Dans la recherche fondamentale ou jusqu'à l'élaboration

d'un prototype ? Comment les aider à trouver d'éventuels partenaires ou des financements pour leur développement ? On voit bien là qu'il s'agit d'actions beaucoup trop détaillées et ciblées pour pouvoir être appréhendées par une autorité étatique. Des inflexions à la politique du "tout état" ont été apportées ces dernières décennies. Il y a d'abord eu la mise en place des pôles de compétitivité dans le but de rapprocher les centres de recherche des universités et les entreprises. Plus récemment a été imaginé pour développer l'innovation le "crédit impôt recherche", qui abaisse la fiscalité sur les entreprises, en fonction de leur effort d'innovation. Reste que l'on s'aperçoit aujourd'hui que ce dispositif profite plus aux grandes entreprises, alors que la véritable innovation de rupture survient le plus souvent dans les petites et moyennes entreprises.

## **Comment remédier selon vous à cela ?**

La solution serait peut-être d'encourager fiscalement la sous-traitance de l'activité d'innovation des grandes entreprises à de petites entreprises, ce qui éviterait le phénomène trop fréquent d'absorption des PME par les grands groupes. Une autre solution pourrait être de mobiliser 1% de l'épargne populaire (assurance vie, épargne retraite) en direction de l'innovation dans les PME. Cette disposition répondrait notamment aux problèmes de l'equity gap ou trou de financement, qui pénalise trop fortement les PME en France. Les business angel consentent en effet des investissements de l'ordre de 5000 € à 500 K€, mais près de 70% sont inférieurs à 50 K€, alors que le montant moyen requis pour créer une société innovante se situe aujourd'hui autour de 300 K€. Si j'insiste sur l'aide apportée aux PME, c'est parce que les exemples étrangers nous ont montré très souvent que c'est au sein de ces start-ups que naît l'innovation. L'échec, à l'étranger et particulièrement aux États-Unis, n'est pas stigmatisé. Les décisions y sont rapides... De telles structures, souples, évolutives et familiales nous rapprochent de cette société de l'information immédiate où les délais administratifs n'ont pas leur place. Le monde a changé. Avec lui sont apparues de nouvelles possibilités,

une nouvelle culture mais également beaucoup de menaces. Les petites structures, souples, en réseau, correspondent beaucoup mieux au monde moderne que les grandes structures verticales, souvent internationales.

## **Cela revient-il à dire que l'innovation ne peut pas être portée par de grands projets ?**

Certainement pas. Les grands défis de l'humanité ne seront résolus qu'à travers des actions d'envergure et multinationales. Les défis de demain (climat, eau, énergie) nécessiteront des accords internationaux entre États. Une politique de l'innovation ne doit pas seulement être pensée d'une manière centralisée en terme de grands projets, mais aussi comme un soutien au développement de l'infrastructure technologique des entreprises et organismes de recherche. Un État centralisé aura en effet tendance à lancer de grands projets et ne sera pas outillé pour s'occuper des PME. La décentralisation amorcée en France depuis une quinzaine d'années devrait selon moi, à travers un soutien financier souple (défiscalisation, prêts) remédier à cette situation. Si les NTIC représentent par exemple une innovation formidable sur le plan industriel, elles ont eu pour effet de modifier en profondeur la société comme l'on fait avant elles des innovations telles que la roue, l'imprimerie, l'automobile... Le caractère instantané des informations dans la sphère financière, les échanges sur les réseaux sociaux, sont autant d'exemples récents de bouleversements profonds liés à la rapidité de l'échange d'informations qui échappe au contrôle étatique ou supranational.

## **Les NTIC permettent à ce titre le bon comme le moins bon ?**

Les conséquences sociétales d'une innovation sont quasiment impossibles à prévoir lorsqu'elle apparaît. Citons par exemple les campagnes (buzz) organisées sur internet pour déstabiliser telle ou telle entreprise, ou la revente par certaines sociétés des informations personnelles recueillies sur leurs clients pour être

exploitées à des fins commerciales par d'autres entreprises... Il existe actuellement une "zone grise" entre ce qui est licite ou pas, et une interrogation sur le droit et ses éventuelles évolutions. Mais qu'est-ce qu'un droit si les moyens de contrôle n'existent pas ? Les NTIC apparaissent donc comme la meilleure et la pire des choses. L'innovation dans les NTIC, qui facilite grandement l'expression individuelle, peut par son caractère mondial, limiter celui des états. Le phénomène a bien entendu un caractère très positif, on l'a vu dans la lutte contre les dictatures arabes par exemple, mais également très négatif puisqu'il rend le nécessaire contrôle par les États impossible, en ce qui concerne les flux financiers ou la protection des informations personnelles ou celle des entreprises. Il s'agit là d'un état de fait dont les NTIC permettent à la fois la pratique et l'impunité.

## **Comment finalement imaginer une politique d'innovation performante ?**

Une politique de l'innovation repose sur des choix à la fois politiques, économiques et stratégiques. Elle doit ainsi favoriser l'émergence de nouvelles idées chez les start-up et PME, en même temps qu'elle doit s'appuyer sur les grands groupes multinationaux. L'investissement dans l'intelligence, au sens scientifique mais aussi commercial et stratégique, est plus que jamais nécessaire. La mondialisation, qui pose de nombreux problèmes aux pays développés du fait de la concurrence sur les salaires et la politique sociale, ouvre en même temps de formidables possibilités de progrès. C'est par l'échange des cultures et des savoir-faire à l'échelle de la planète que nous parviendrons à maîtriser les enjeux posés par une population croissante dans un univers limité. L'innovation ne peut être liée seulement à la technique. Les enjeux de l'humanité exigent que ses différentes caractéristiques et ses conséquences soient comprises et acceptées par tous les peuples.